



Organización Internacional del Café
Organizaçào Internacional do Café
Organisation Internationale du Café
International Coffee Organization

Londres, le 27 mai 2003

MESURES À PRENDRE POUR JUGULER LA CRISE DU CAFÉ

*Communication de Néstor Osorio à l'intention du Sommet du G-8,
Évian, France, juin 2003*

La crise du café

1. Depuis deux ans et demi, les cours du café sont extrêmement bas. L'année dernière, du fait du recul des prix, le café a enregistré une chute qui ne s'était pas vue depuis 30 ans et la reprise depuis a été très faible. Dans de nombreux pays producteurs, le niveau actuel des prix ne permet pas de défrayer les coûts de production, d'où de graves difficultés économiques et sociales.
2. À la fin des années 80, les pays producteurs de café encaissaient 10 à 12 milliards de dollars chaque année grâce aux exportations de café, cependant ce chiffre, aujourd'hui, a reculé au point de ne représenter que la moitié, soit 5 milliards de dollars. En revanche, pendant la période en considération, la valeur des ventes au détail de café dans les pays consommateurs a progressé de quelque 30 milliards de dollars et a atteint 70 milliards de dollars. Il y a plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui dépendent largement des exportations de café et l'on a estimé que les pertes de recettes à ce titre annulent plus de la totalité de l'aide qui leur est accordée. Dans de nombreux pays en développement, la crise du café a aggravé la pauvreté et a, de ce fait, représenté une incitation à la plantation de cultures illicites ; elle a également entraîné des troubles sociaux, le chômage rural et l'émigration illégale.
3. La situation au niveau des prix du café provient d'un déséquilibre entre l'offre et la demande qui existe depuis maintenant quatre ans ; par rapport au début des années 90 elle a été accentuée par de considérables augmentations de la production et de faibles progressions de la consommation.
4. Compte tenu de cet état de choses, diverses initiatives ont été prises par l'Organisation internationale du Café (OIC) afin de trouver des solutions appropriées, notamment une table ronde de haut niveau organisée, le 19 mai 2003, avec la coopération de la Banque mondiale

pour trouver des façons de faire face à la crise. Parmi les participants à cette manifestation, il y avait des responsables du café dans les gouvernements, ainsi que des chefs de file de la société civile et du secteur privé.

5. Les questions qui ont été soulevées pendant la table ronde ont été reprises et approfondies au cours des réunions du Conseil international du Café qui ont eu lieu du 21 au 23 mai 2003. Le Conseil a considéré que la situation actuelle du café devait être portée à l'attention des personnalités qui siègent dans le cadre du Sommet du G-8, en juin 2003, et ceci, d'autant plus, que le négoce des produits de base figure à l'ordre du jour de cette manifestation. Le présent document donne un résumé des aspects politiques pertinents.

La recherche de solutions

6. Au cours de la table ronde, l'on a généralement reconnu qu'un marché du café entièrement livré à lui-même entraîne des coûts sociaux excessifs et qu'il convient d'envisager une action qui pourrait avoir un impact sur le marché. L'on trouvera ci-après l'indication des domaines qui ont besoin d'être soutenus tant au niveau politique qu'au niveau de l'affectation des ressources par les pays industrialisés et les instances donatrices :

- a) Redressement du déséquilibre entre l'offre et la demande par l'augmentation de la consommation en particulier par le biais :
 - de l'amélioration de la qualité du café sur le marché mondial en appuyant le programme de l'OIC en faveur des normes d'exportation minimales : Résolution numéro 407 du Conseil de l'OIC, et
 - du soutien des instances donatrices en faveur de solutions orientées vers la demande ainsi que des projets au niveau de l'offre de café, surtout en ce qui concerne le financement des programmes de promotion dans les pays producteurs de café et les marchés émergents.
- b) Promotion de la diversification afin de réduire une trop grande dépendance par rapport au café et d'appuyer des projets de diversification. L'on a reconnu que cette démarche nécessite des réductions considérables des tarifs et des subventions qui protègent l'agriculture dans les pays industrialisés afin d'ouvrir l'accès du marché aux produits d'origine différente.
- c) Le soutien du développement rural au sens large et notamment l'appui qu'il convient de donner à la capacité de transformation locale et aux associations de producteurs, ainsi qu'aux mesures destinées à améliorer la gestion des crédits et des risques.
- d) L'introduction de mécanismes d'information, coordonnés par l'OIC, afin de s'assurer que les initiatives politiques internationales concernant le café

sont gérées de façon à tenir compte des problèmes suscités par la crise et sont orientées vers un meilleur équilibre et des rendements plus équitables pour les producteurs.

7. Dans la conjoncture actuelle et compte-tenu, dans la chaîne d'approvisionnement, de la différence croissante au niveau de la répartition des valeurs entre les pays développés et les pays en développement, ainsi qu'à la nécessité de faire face à la dépendance de nombreux pays pauvres vis-à-vis de rares produits de base, je vous prie instamment de mettre en place des politiques susceptibles de créer de meilleures conditions au niveau de la durabilité qui est cruciale pour le négoce des produits de base.